LE POUVOIR NE POSSÈDE QUE CE QU'IL PREND AU PEUPLE... (*)

Les gouvernementalistes de la monarchie et de la République se sont admirablement entendus pour persuader au peuple que sa fortune était dans les mains de l'autorité; c'est exactement le contraire qui est vrai. Le pouvoir ne possède que ce qu'il prend au peuple, et pour que les citoyens en soient venus à croire qu'ils devaient commencer par donner ce qu'ils possèdent pour arriver au bien-être, il faut que leur bon sens ait subi une profonde perturbation.

Il est vrai que la combinaison présentée a pour résultat infaillible d'aveugler les populations en réveillant les instincts grossiers et en agitant les passions basses.

Il y a quelque chose à faire, disent les monarchistes, le peuple est dans le malaise: nous songerons à lui. Voilà déjà les monarchistes se posant comme la Providence des masses dénuées et provoquant naturellement dans ces masses un ferment d'envie.

Les riches ne s'occupent pas de vous, s'écrient les républicains en s'adressant à la population infériorisée, nous allons les forcer à vous donner une partie de ce qu'ils ont! Voici maintenant les révolutionnaires qui abondent dans le sens des monarchistes et qui les proclament la Providence des masses.

Ainsi, les républicains et les monarchistes constatent d'un commun accord que la richesse doit rester immobilisée dans une certaine classe de citoyens et que tout le reste de la population doit vivre d'aumônes; erreur honteuse et dégradante qui a engendré le droit au travail et à l'assistance, dont la contrepartie est inévitablement le monopole des capitaux; car il est impossible que j'aie à demander à quelqu'un le droit de travailler. Si je n'ai préalablement reconnu à ce quelqu'un le droit de posséder, à titre immuable, ce avec quoi et sur quoi je travaille il ne faut pas avoir beaucoup de pénétration pour comprendre cela: le simple bon sens peut y suffire.

C'est de cette erreur, qui a divisé la nation française en privilégiés et en mendiant, qu'est issue l'idée de localiser la Révolution et d'en faire l'apanage d'une secte de doctrinaires. En niant à l'initiative individuelle la faculté de déplacer et de généraliser la richesse par la multiplication, en tournant dans le cercle étroit des capitaux existants sans se préoccuper de ceux à créer, en faisant de la question sociale une question de jalousie au lieu d'en faire une question d'émulation et de courage, on a fait croire à l'efficacité de l'initiative gouvernementale sur la répartition du bien-être; d'où la nécessité du gouvernement. Mais plus les révolutionnaires veulent du gouvernement pour répartir, autrement dit pour monopoliser, plus aussi les monarchistes veulent du gouvernement pour monopoliser, autrement dit pour répartir. On ne peut pas être maître de répartir la richesse sans s'être fait préalablement maître de la richesse; la répartition c'est donc tout d'abord le monopole; d'où il suit que le citoyen Barbès et M. Léon Faucher professent exactement la même doctrine. De cette sorte, la consolidation du gouvernement est due à la double action des royalistes et des révolutionnaires. Or, il faut qu'on sache bien que le gouvernement est, dans les mains de qui que ce soit, le néant de la Révolution, par une raison bien simple: c'est que le gouvernement est le monopole forcé. Le plus grand énergumène de la répartition arriverait au gouvernement, que je le défie de répartir. Voyez plutôt.

Nul ne peut gouverner sans s'appuyer sur la richesse; la richesse est au gouvernement ce que les colonnes sont à l'édifice, ce que les jambes sont à l'individu. Aussitôt donc que, sous prétexte de faire le bien des pauvres, un individu est poussé au gouvernement, cet individu, pour garder l'équilibre, besoin de s'appuyer sur les riches. Or, comment songerait-il désormais à dépouiller les riches au profit des pauvres, puisque sa propre conservation est dans le maintien intégral sinon du personnel, du moins du monopole financier?

(*) Titre de cette partie choisi par *Anti.mythes.*

On le voit donc, dès que la Révolution a été réduite aux minces et misérables proportions d'un déplacement d'individus, d'une mutation de noms propres, elle a fait fausse route; elle est tombée dans un abîme; le pire des abîmes, celui de l'envie, de la paresse et de la mendicité.

Si, durant la période du règne de Louis-Philippe, les révolutionnaires s'étaient attachés à exalter l'initiative industrielle des individus, au lieu de développer des thèses stupides de munificence d'État; s'ils avaient appris aux individus à ne compter que sur eux-mêmes au lieu de leur enseigner à tout attendre de la Providence éclopée des gouvernements s'ils avaient cherché à faire des gagneurs d'argent au lieu de pousser le peuple à la stérilité de la controverse et à la honte de la mendicité, la liberté qui, quoi qu'en disent les sophistes, est une question d'écus; le bonheur qui quoi qu'en disent les oisifs, est une question de moralité et de travail, se seraient établis en France à titre universel et le gouvernement, oublié dans son coin, nous occuperait peu. Un peuple qui fait ses affaires est un peuple qui se gouverne, et un peuple qui se gouverne abroge, par ce seul fait, et frappe de désuétude tout le fatras législatif dont l'agitation populaire avait, bien plus que le génie des hommes d'État, favorisé la conception.

Après avoir indiqué ce qui, dans ma conviction, est la vérité, c'est-à-dire: que l'institution gouvernementale usée, décrépite et corrompue en 1848, allait, poussée par la force des choses et le flux des intérêts, disparaître doucement et à jamais, Si le mouvement inopportun de la population ne l'eût relevée et rajeunie, il me reste à démontrer comment ce mouvement, de gouvernemental qu'il fut, eût pu n'être que révolutionnaire, industriel ou anarchique.

Anselme BELLEGARRIGUE.